

Note de présentation synthétique compte financier unique 2025

L'article 107 de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe) crée, de nouvelles dispositions relatives à la transparence et la responsabilité financières des collectivités territoriales, et notamment une note de présentation brève et synthétique retraçant les informations financières essentielles jointe au budget primitif et au compte administratif.

1- Les résultats 2025 en M€

Les résultats en M€ au titre de 2025 sont les suivants :

Sections	Résultat de l'exercice 2025	Résultats antérieurs reportés	Résultats de clôture Exercice 2025
Fonctionnement	-6,53	28,96	22,43
Investissement	-0,72	6,12	5,40
Total	-7,25	35,08	27,83

L'exercice 2025 dégage un résultat global déficitaire de	-7 248 501,95 €
qui ajouté au résultat antérieur global de	35 078 322,60 €
constitue un résultat global de clôture de	27 829 820,65 €
Ce résultat global de clôture est constitué :	
- d'un excédent de la section de fonctionnement de :	22 429 390,95 €
- d'un excédent de la section d'investissement de :	5 400 429,70 €

Les restes à réaliser correspondent aux dépenses engagées juridiquement et non mandatées et aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre.

La charge nette de ces restes à réaliser s'élève à 3 579 074.74 € :

- 1 777 406.74 € en dépenses de fonctionnement correspondant à des subventions de fonctionnement accordées fin d'année 2025 et non payées,
- 1 801 668 € en section d'investissement (1 854 971 € en dépenses et 53 303 € en recettes).

En synthèse, l'excédent de fonctionnement de 22 429 390.95 € est affecté au compte 002 et l'excédent d'investissement de 5 400 429.70 € est affecté au compte 001

2- Les recettes de fonctionnement en M€

en M€	2023	2024	2025	Structure	% évol 25/24
Fiscalité directe	48,37	50,57	51,43	6%	1,7%
Fiscalité indirecte	527,29	526,14	543,18	64%	3,2%
Dotations de l'Etat	133,66	133,14	132,41	15%	-0,6%
Autres *	109,44	128,81	127,46	15%	-1,1%
<i>dont reprises sur provisions</i>	<i>0,08</i>	<i>0,02</i>	<i>0,37</i>	0%	-
TOTAL	818,77	838,67	854,47	100%	1,9%
TOTAL hors provisions	818.69	838.65	854.11	100%	1,8%

3- Les dépenses de fonctionnement en M€

Les dépenses de fonctionnement	2023	2024	2025	% évol 2025/2024
Dépenses de fonctionnement totales	761,03	805,12	820,00	1,8%
<i>dont frais financiers</i>	<i>7,66</i>	<i>7,64</i>	<i>7,22</i>	-5,5%
<i>dont constitution de provisions</i>	<i>0,26</i>	<i>0,15</i>	<i>0,22</i>	52,0%
Dépenses de fonctionnement hors provisions et hors frais financiers	753,11	797,33	812,55	1,9%

4- Vue synthétique des dépenses de fonctionnement par politiques publiques

POLITIQUES	2023	2024	2025	Structure	% évol 25/24
AMENAGEMENT ET DEVELOPPEMENT DU TERRITOIRE	20,24	22,25	21,59	2,6%	-3,0%
Agriculture et Forêt	1,97	2,83	2,10	0,3%	-25,7%
Coopération territoriale	1,21	1,23	1,13	0,1%	-8,1%
Cyclisme	0,04	0,04	0,04	0,0%	-10,4%
Eau	0,33	0,29	0,39	0,0%	37,3%
Environnement	0,87	0,62	0,56	0,1%	-9,4%
Transition Numérique	0,47	1,01	2,08	0,3%	105,5%
Transports	8,23	8,82	8,49	1,0%	-3,8%
Voirie	7,12	7,40	6,80	0,8%	-8,2%
FONCTIONS TRANSVERSALES ET AFFAIRES GENERALES	207,45	218,26	217,65	26,5%	-0,3%
Ressources	205,43	216,32	215,74	26,3%	-0,3%
Ressources humaines	132,92	140,19	142,80	17,4%	1,9%
Sécurité	27,62	30,20	31,00	3,8%	2,7%
Ressources et charges communes	25,96	24,70	21,61	2,6%	-12,5%
<i>dont fonds globalisé</i>	<i>8,42</i>	<i>6,70</i>	<i>5,67</i>	0,7%	-15,3%
<i>dont transferts de compétences Région et Métropole</i>	<i>14,50</i>	<i>14,50</i>	<i>14,50</i>	1,8%	0,0%
<i>dont provisions pour risques et charges</i>	<i>0,26</i>	<i>0,15</i>	<i>0,22</i>	0,0%	52,0%
Bâtiments et Moyens généraux (et SI jusqu'en 2024)	8,92	9,40	8,74	1,1%	-7,1%
Systèmes d'information			1,99	0,2%	-
Dette départementale	7,66	9,44	7,22	0,9%	-23,5%
<i>dont mise en jeu garantie</i>	<i>0,00</i>	<i>1,80</i>	<i>0,00</i>	0,0%	-100,0%
Stratégie	2,01	1,94	1,91	0,2%	-1,4%
SOCIETE CITOYENNETE ATTRACTIVITE	30,59	30,33	28,89	3,5%	-4,8%
Culture	5,02	5,00	4,56	0,6%	-8,8%
Education	16,12	15,79	15,53	1,9%	-1,6%
Sport et jeunesse	6,84	6,85	6,07	0,7%	-11,5%
Tourisme	2,61	2,69	2,73	0,3%	1,4%
SOLIDARITES HUMAINES	502,75	534,27	551,87	67,3%	3,3%
Action Sociale et Santé	2,00	2,39	2,29	0,3%	-4,2%
Autonomie	267,32	283,32	292,91	35,7%	3,4%
Enfance et Famille	117,97	126,43	127,61	15,6%	0,9%
Insertion	113,70	120,09	127,85	15,6%	6,5%
Logement et Habitat	1,77	2,03	1,21	0,1%	-40,3%
TOTAL	761,03	805,12	820,00	100,0%	1,8%

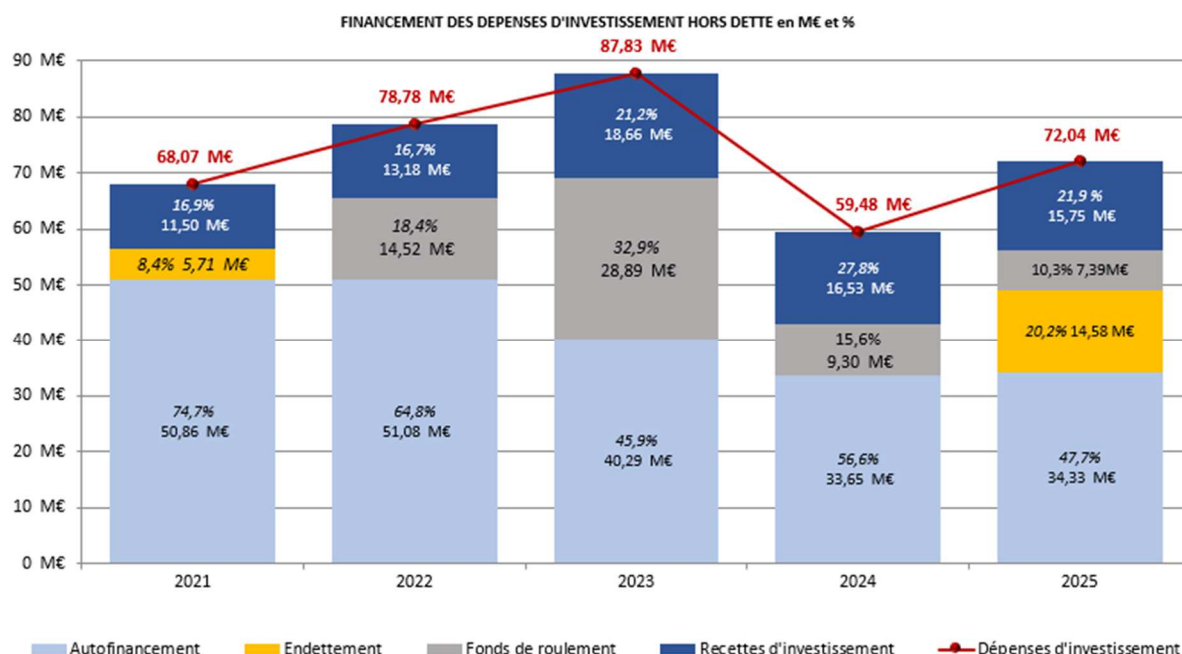
5- Épargne en M€

En M€	2021	2022	2023	2024	2025
Epargne de gestion hors excédent et hors provisions	102,23	91,30	65,58	41,33	41,56
Epargne brute hors excédent et hors provisions	95,07	84,53	57,92	33,68	34,33
Epargne nette hors excédent et hors provisions	65,78	51,08	25,29	-1,35	-2,49
Taux d'épargne brute hors provisions	12,2%	10,4%	7,1%	4,0%	4,0%

6- Financement de l'investissement

En 2025, le Département a investi à hauteur de 72 M€.

Si cette année encore, les dépenses d'investissement restent majoritairement financées par l'autofinancement, il est en proportion à son niveau le plus bas depuis les 5 dernières années. Les recettes d'investissement s'élèvent à 15.75 M€ contre 16.53 M€ en 2024. Le recours à l'emprunt a été plus important cette année, avec un endettement de 14.6 M€. Il est à son niveau le plus haut depuis les 5 dernières années (5.7 M€ en 2021). Le fonds de roulement a été mobilisé pour la 4^{ème} année consécutive mais dans une moindre mesure (7.4 M€). Il s'établit à fin 2025 à 30.09 M€ contre 37.48 M€ en 2024 soit une baisse de 20%. Le fonds de roulement a ainsi été divisé par 3 en 5 ans.



7- Vue synthétique des dépenses d'investissement

En M€	2023	2024	2025	% évol 2025/ 2024
Emprunts et dettes assimilée <i>Amortissement du capital</i>	32,64	35,03	36,8	5,1%
Subventions d'équipement versées	32,92	11,58	20,2	74,9%
Etudes, acquisitions et travaux + autres	54,91	47,91	51,8	8,1%
TOTAL	120,47	94,52	108,87	15,2%

	2023	2024	2025
Part des investissements directs	61%	80%	71%
Part des subventions aux tiers	39%	20%	29%

Globalement pour les dépenses d'investissement, le taux de réalisation des crédits s'établit à 90.5 % contre 94.2 % en 2024 (108.9 M€ réalisés pour 120.4 M€ votés).

Avec 72 M€ de réalisés pour 81.7 M€ de crédits votés, le taux de réalisation des dépenses d'investissement hors dette s'élève à 88.2% (contre 91 % en 2024).

Les investissements directs s'élèvent à 51.8 M€ en 2025 (en hausse de 8.1%) et représentent 71 % des dépenses d'investissement hors dette. Les subventions versées aux tiers augmentent et s'établissent à 20.2 M€. Elles représentent 29 % des investissements hors dette de la collectivité.

POLITIQUES	2023	2024	2025	Structure 2025	% évol 2025/2024
AMENAGEMENT ET DEVELOPPEMENT DU TERRITOIRE	59,11	32,13	43,22	39,7%	34,5%
Agriculture et Forêt	2,27	1,38	1,60	1,5%	16,0%
Coopération territoriale	27,93	6,47	15,26	14,0%	135,9%
Cyclisme	1,13	2,81	0,21	0,2%	-92,7%
Eau	0,82	1,14	0,57	0,5%	-50,3%
Environnement	1,02	0,97	1,37	1,3%	40,7%
Transition Numérique	0,36	0,68	0,65	0,6%	-5,1%
Transports	0,00	0,00	0,00	0,0%	0,0%
Voirie	25,58	18,68	23,58	21,7%	26,2%
FONCTIONS TRANSVERSALES ET AFFAIRES GENERALES	40,50	44,13	46,39	42,6%	5,1%
Ressources	40,48	44,11	46,34	42,6%	5,1%
Dette départementale	32,64	35,03	36,82	5,9%	-81,7%
Bâtiments et Moyens généraux	7,79	9,06	6,40	5,9%	-100,0%
Ressources humaines	0,05	0,01	0,00	0,0%	249,8%
Systèmes d'information			3,08	2,8%	0,0%
Fonctions stratégiques	0,01	0,01	0,05	0,0%	248,8%
SOCIETE CITOYENNETE ATTRACTIVITE	19,56	17,37	17,64	16,2%	1,6%
Culture	3,17	2,51	0,85	0,8%	-66,2%
Education	16,38	14,84	16,76	15,4%	12,9%
Sport et jeunesse	0,00	0,00	0,00	0,0%	0,0%
Tourisme	0,01	0,02	0,03	0,0%	118,9%
SOLIDARITES HUMAINES	1,31	0,90	1,61	1,5%	78,9%
Action Sociale et Santé	0,00	0,00	0,00	0,0%	0,0%
Autonomie	1,25	0,81	1,51	1,4%	85,9%
Enfance et Famille	0,01	0,05	0,07	0,1%	27,2%
Logement et Habitat	0,04	0,04	0,03	0,0%	-4,0%
TOTAL	120,47	94,52	108,87	100,0%	15,2%

8- Gestion de la dette

L'annuité de dette correspond à la somme du remboursement en capital des emprunts et des frais financiers.

Elle s'élève à 44,03 M€ soit une hausse de 1.4 M€ (+ 3.2%) par rapport à l'annuité de 2024 (42,66 M€) alors que les frais financiers bruts sont en baisse passant de 7,62 M€ en 2024 à 7,2 M€ en 2025 (-5.5%).

Le coût net de la dette (produits swaps et remboursement dette récupérable compris) est de 43,24 M€, et marque une hausse de 3.6% par rapport à 2024 (41,74 M€).

L'encours de la dette au 31 décembre 2025 s'élève à 285,79 M€, soit pour 2025, un endettement de 14,58 M€ (36,82 M€ de remboursement du capital et 51,4 M€ d'emprunts souscrits). L'encours de la dette consolidé (budget de Chalmazel compris) s'élève à 286,06 M€. L'encours de la dette avec la dette récupérable s'élève à 283,84 M€.

En 2025, huit nouveaux emprunts ont été souscrits pour un montant total de 51,4 M€ dont 1,4 M€ au titre de la convention intracting signée avec la Banque des territoires en 2023. Avec un remboursement de la dette en capital de 36,82 M€, le Département affiche un endettement net de 14,58 M€. Le stock de dette passe de 271,21 M€ à fin 2024 à 285,79 M€ à fin 2025.

Contrat	Prêteur	Montant en M€	Durée	Taux	Exposition	Charte Gissler
202501	CDC Banque des territoires INTRACTING	1,4 M€	11 ans	Taux fixe 0,75%	Taux fixe	1A
202503	CELDA Caisse d'épargne	15 M€	20 ans	Livret A + 0,65%	Variable	1A
202504	ARKEA	5 M€	20 ans	Taux fixe 3,57%	Taux fixe	1A
202505	CDC Banque des territoires	8,8 M€	25 ans	Livret A + 0,40%	Variable	1A
202506	CDC Banque des territoires INTRACTING	1,2 M€	13 ans	Taux fixe 2,21%	Taux fixe	1A
202507	LA BANQUE POSTALE	10 M€	20 ans	Livret A + 0,90%	Variable	1A
202508	CDC Banque des territoires	8,0 M€	25 ans	Livret A + 0,50%	Variable	1A
202509	CDC Banque des territoires	2,0 M€	25 ans	Livret A + 0,60%	Variable	1A

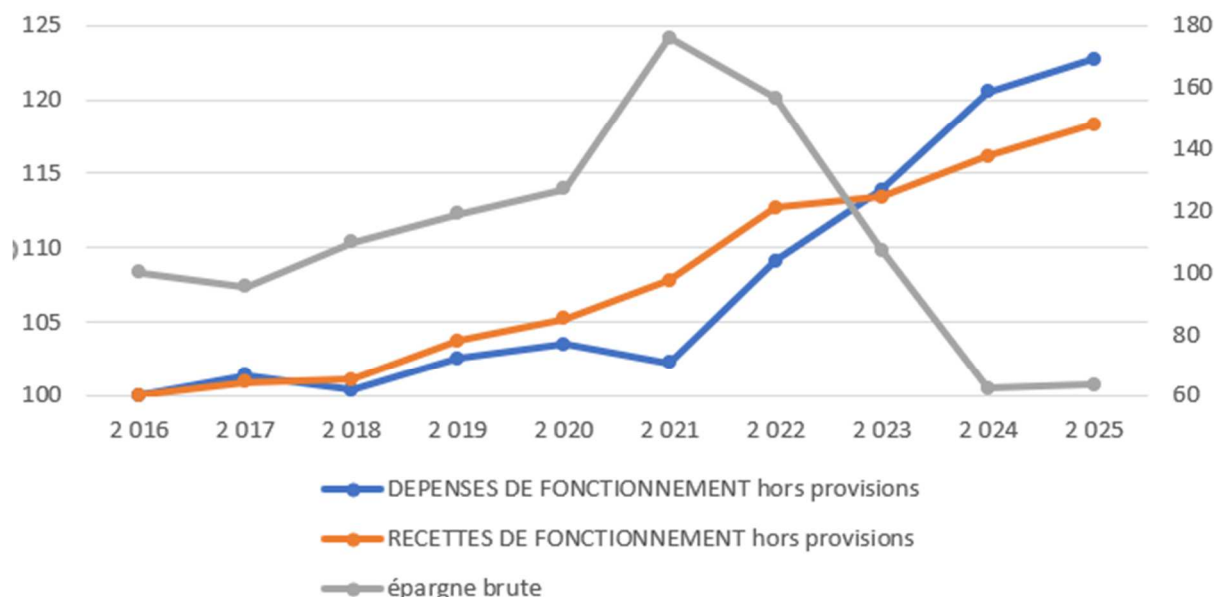
Le taux moyen au 31 décembre 2025 est de 2,46% (en baisse de 24 points, il était de 2,70% fin 2024) pour une durée de vie résiduelle de 11 ans et 4 mois.

Au sens de la Charte de Bonne Conduite (Charte Gissler), la dette du Département est indexée à 99% sur un risque 1A (c'est-à-dire non structurée). Dans le reste de l'encours un produit est indexé sur un risque 4E, qui recense le produit à barrière avec multiplicateur hors zone euro. Le capital restant dû de cet emprunt classé 4 E, indexé sur le taux SOFR 1Y (qui remplace le taux LIBOR du dollar américain – Libor USD), est de 0,88 M€ au 31 décembre 2025 pour lequel le taux payé actuel est de 3,63% alors qu'il est sans risque jusqu'au taux de 7,05%.

9- En synthèse, l'année 2025 est marquée par :

- Une épargne brute stabilisée

Evolution des recettes et dépenses de fonctionnement et de l'épargne brute



Après une hausse marquée des dépenses de fonctionnement depuis 2022 (+ 6.5% en 2022, + 4.4 % en 2023 et + 5.8% en 2024), l'année 2025 témoigne d'un ralentissement.

Les dépenses de fonctionnement progressent de + 1.9% (hors provision) sous l'effet notamment d'une hausse des dépenses d'aides individuelles de solidarité (+ 5.9 %), de ressources humaines (+1.9%), de moyens généraux (+22.2%) et de sécurité (+ 2.7%).

Parallèlement, les recettes de fonctionnement ont connu une évolution modérée (+4.5 % en 2022, + 0.7% en 2023, +2.4% en 2024). En 2025, la croissance des recettes de + 1.8% (hors provision) est portée au sein des recettes institutionnelles par la fiscalité indirecte qui progresse de 3.2% par rapport à 2024. Cette dynamique concerne essentiellement les Droits de Mutation à Titres Onéreux (DMTO) (+ 13.3%) et la Taxe spéciale sur les conventions d'Assurances (+ 7.9%).

L'épargne brute qui a brutalement chuté de 2022 à 2024, est en légère hausse (+ 2%). Le taux d'épargne brute se stabilise à 4.02%. Le déficit d'épargne nette se creuse.

- **Un niveau d'investissement soutenu et une dette maîtrisée**

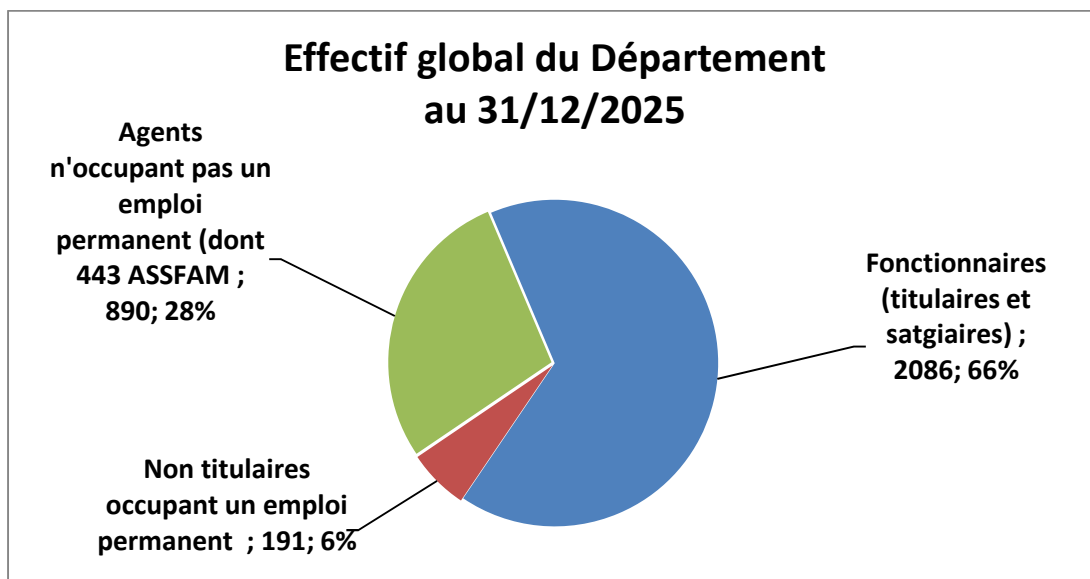
**COMPARAISON DU NIVEAU D'INVESTISSEMENT HORS DETTE
ET DE L'ENDETTEMENT (en M€)**



Après une année 2024 marquée par un ralentissement de l'investissement et en particulier de l'aide aux tiers, 2025 a connu un niveau d'investissement plus soutenu : 72 M€, proche de la moyenne des investissements sur les 10 dernières années (73 M€).

Ce niveau d'investissement a été possible par un endettement modéré de l'ordre de 15 M€, sans remettre en cause les efforts de maîtrise de la dette entrepris depuis 2016. L'encours s'élève à 286 M€ soit une baisse de l'encours de 17% soit – 60 M€, par rapport à 2016. Le ratio de désendettement se situe à 8.3 années en hausse par rapport à 2024 (8.1 années).

Effectif global du Département

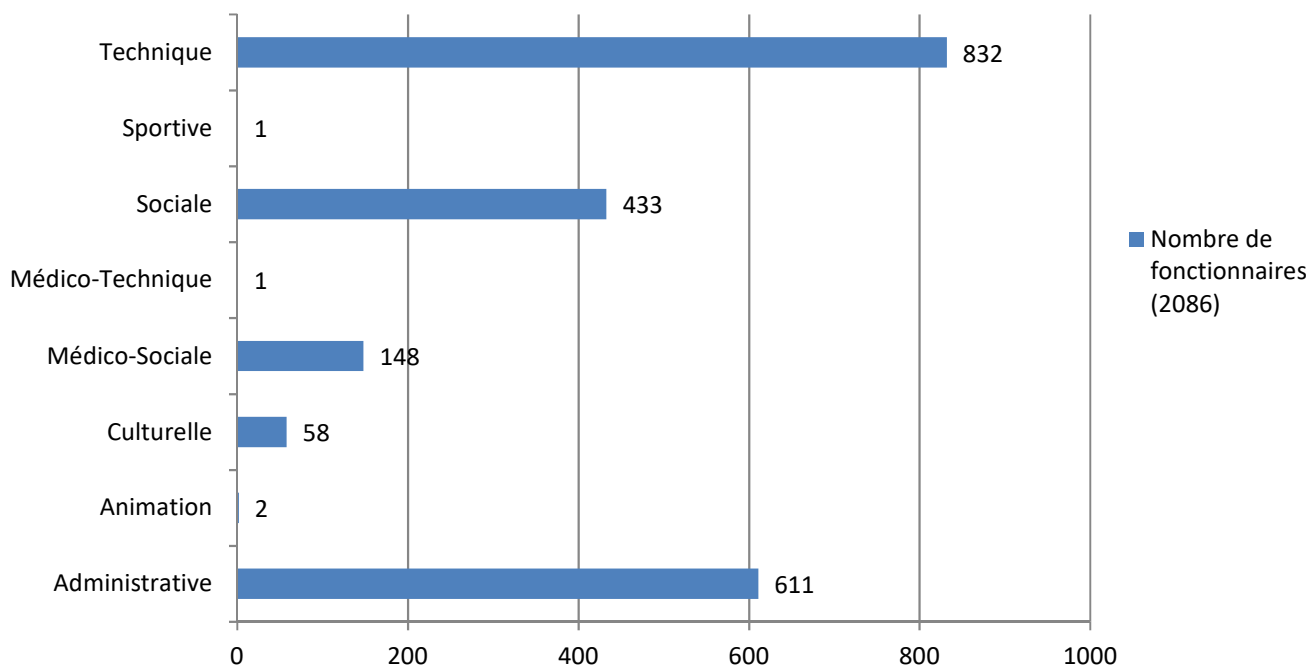


L'effectif global comprend les fonctionnaires titulaires et stagiaires, les agents non titulaires sur emploi permanent (CDD, CDI...) et les agents n'occupant pas un emploi permanent (Assistants familiales, Contrats aidés, Collaborateurs, Vacataires).

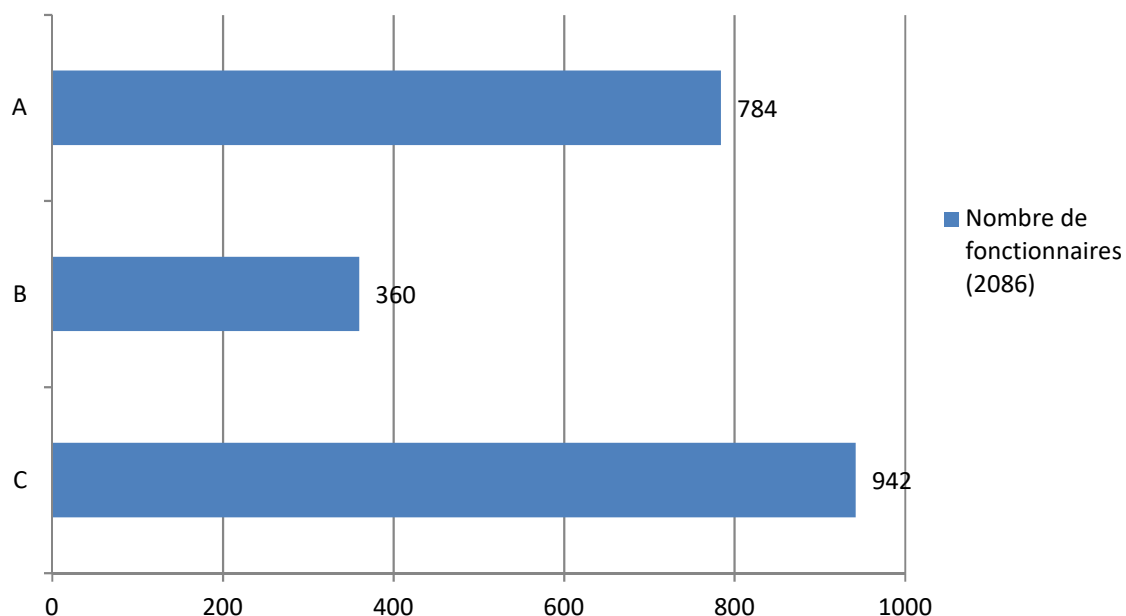
Répartition par filière

*Agents non titulaires n'occupant pas un emploi permanent	890
<i>Dont assistants familiaux</i>	443
<i>Dont collaborateurs</i>	15
<i>Dont personnes ayant bénéficié d'un emploi aidé</i>	44
<i>Dont vacataires</i>	6
<i>Dont Autres (Renfort, Apprentis ...)</i>	382

Répartition par filière des fonctionnaires au 31/12/2025



Répartition par catégorie hiérarchique des fonctionnaires au 31/12/2025



DUREE EFFECTIVE DU TRAVAIL

La notion de temps de travail effective est définie par les articles 1 et 2 du décret n° 2000-815 du 25 août 2000 modifié relatif à l'aménagement et à la réduction du temps de travail dans la fonction publique de l'État (applicable à la fonction publique territoriale).

Le temps de travail effectif s'entend comme le temps pendant lequel les agents sont à la disposition de leur employeur et doivent se conformer à ses directives sans pouvoir vaquer librement à leurs occupations personnelles.

Pour déterminer la durée effective du travail, la réglementation prend en compte la durée de travail telle que définie ci-dessus.

La durée annuelle légale de travail pour un agent travaillant à temps complet est fixée à 1 607 heures.

Elles correspondent aux **1600 heures** initialement prévues par le décret n° 2000-815 précité à compter du 1^{er} janvier 2002, auxquelles ont été ajoutées **7 h** au titre de la journée de solidarité (lundi de Pentecôte) à compter du 1^{er} janvier 2005.

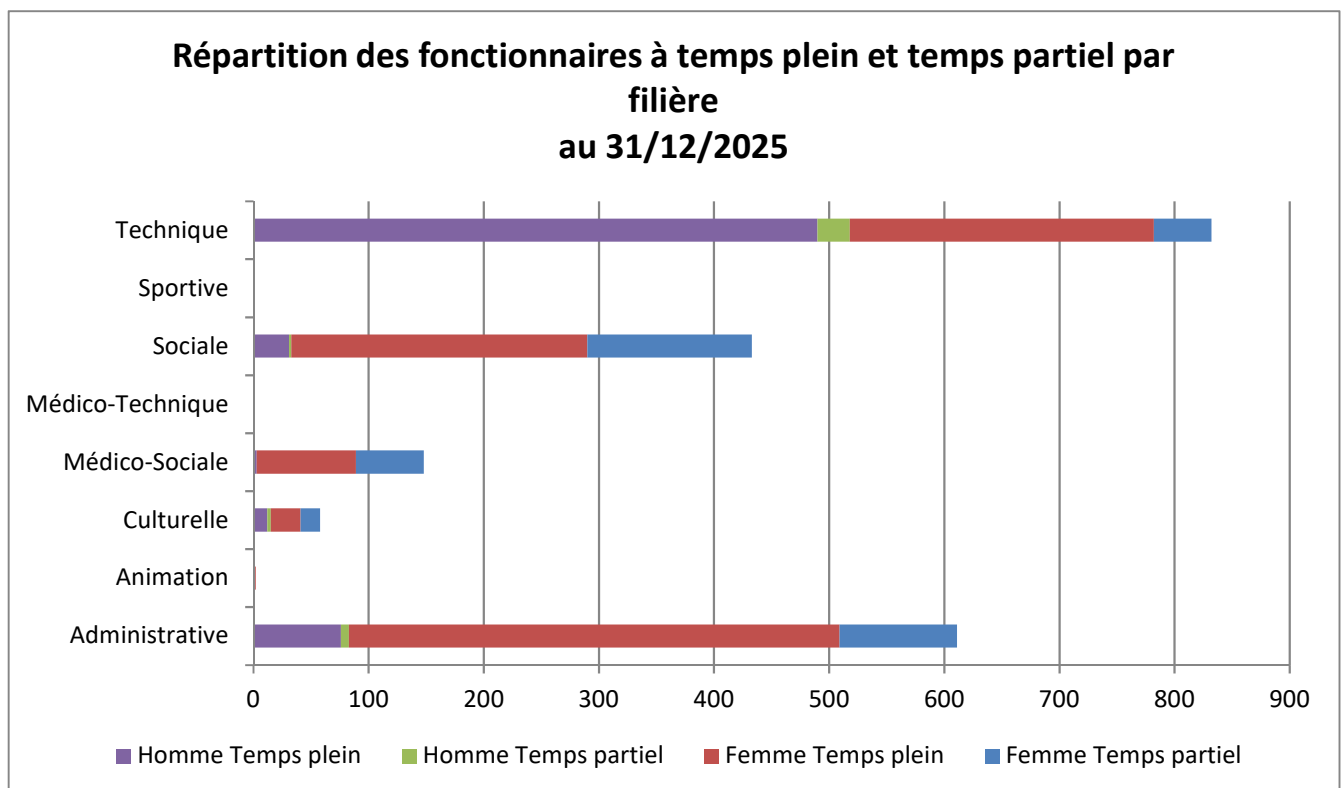
Le décompte du temps de travail effectif s'effectue de la manière suivante :

Nombre de jours de l'année	365 Jours
Nombre de jours non travaillés	
- Repos hebdomadaire	104 Jours
- Congés annuels	25 Jours
- Jours fériés	8 Jours
- Total	137 Jours

Reste **228 Jours travaillés**

La durée effective du travail au sein du Département est de 1 607 heures/an (228 jours x 7 heures = 1 596 heures arrondies à 1 600 heures + 7 heures pour la journée de solidarité).

Temps de travail des agents



11- Budgets annexes

Le Département de la Loire dispose également de 2 autres budgets : le budget annexe de la Maîtrise de la Loire et le budget de la régie à autonomie financière de la station de ski de Chalmazel dont les résultats pour 2025 ont été repris par anticipation au budget 2026

I – Maîtrise de la Loire

	Dépenses 2025	Recettes 2025	<i>Pour mémoire résultat repris par anticipation</i>
Section de fonctionnement			
Mouvements comptables réalisés	661 803,30	630 826,18	
Résultat de fonctionnement 2025 (déficit)	-30 977,12		
Résultat de fonctionnement reporté antérieur (excédent)		75 018,76	
Résultat de fonctionnement cumulé 2025 (excédent)		44 041,64	44 041,64
Section d'investissement			
Mouvements comptables réalisés	7 147,62	12 717,75	
Résultat d'investissement 2025 (excédent)		5 570,13	0,00
Résultat d'investissement reporté antérieur (déficit)	-735,42		
Résultat d'investissement cumulé 2025 (excédent)		4 834,71	
Résultat global de clôture 2025 (excédent)		48 876,35	48 876,35
L'exercice 2025 dégage un résultat global déficitaire de	-25 406,99	€	
qui ajouté au résultat antérieur global de	74 283,34	€	
constitue un résultat global de clôture de	48 876,35	€	
Ce résultat global de clôture est constitué :			
d'un excédent de la section de fonctionnement de :	44 041,64	€	
d'un excédent de la section d'investissement de :	4 834,71	€	

Aucun écart avec la reprise anticipée du résultat au BP 2026

II - Station de Chalmazel

	Dépenses 2025	Recettes 2025	Pour mémoire résultat repris par anticipation
Section de fonctionnement			
Mouvements comptables réalisés	2 421 789,79	2 028 916,80	
Résultat de fonctionnement 2025 (déficit)	-392 872,99		-392 872,99
Résultat de fonctionnement reporté antérieur (déficit)	-236 196,64		
Résultat de fonctionnement cumulé 2025 (déficit)	-629 069,63		-629 069,63
Section d'investissement			
Mouvements comptables réalisés	738 361,55	839 784,23	
Résultat d'investissement 2025 (excédent)		101 422,68	101 422,68
Résultat d'investissement reporté antérieur (excédent)		1 232 347,74	
Résultat d'investissement cumulé 2025 (excédent)		1 333 770,42	
Résultat global de clôture 2025 (excédent)		704 700,79	704 700,79
L'exercice 2025 dégage un résultat global déficitaire de	-291 450,31	€	
qui ajouté au résultat antérieur global de	996 151,10	€	
constitue un résultat global de clôture de	704 700,79	€	
Ce résultat global de clôture est constitué :			
d'un déficit de la section de fonctionnement de :	-629 069,63	€	
d'un excédent de la section d'investissement de :	1 333 770,42	€	

Aucun écart avec la reprise anticipée du résultat au BP 2026